



## Communiqué de presse

128/21

Montreuil, le 7 décembre 2021.

### Décisions inacceptables et incohérentes de la part des Directions d'Hôpitaux

La CGT Santé Action Sociale s'insurge de certaines décisions prises actuellement dans certains établissements.

Une note de service de l'Hôpital Nord Franche-Comté en date du 3 décembre 2021 dévoile la conduite à tenir en cas de contact ou de test positif : les professionnels de santé positifs peuvent continuer à soigner des patients s'ils sont non symptomatiques. La Direction invoque la tension hospitalière et le risque de rupture des soins pour justifier cette mesure.

#### **Cette pratique est totalement inacceptable !**

Au mois d'août, le gouvernement a mis en place, à la hussarde, sa loi très controversée sur le Pass Sanitaire et l'obligation vaccinale, notamment pour les personnels des établissements du sanitaire, du médico-social et du social. Par manque de professionnel.le.s dans les services et sur le terrain, des directions demandent maintenant au personnel de venir travailler alors qu'ils sont atteints du COVID 19, et cela en pleine recrudescence des contaminations de la population ! C'est un vrai scandale !

La CGT a dénoncé lors des premières vagues de la pandémie ce type d'injonction parfois faite aux personnels. Certains établissements zélés ont même suspendu illégalement des agents en arrêt maladie, accident de travail et congés. Cela est d'autant plus intolérable à l'heure où notre organisation ne cesse de demander au gouvernement et au ministre des Solidarités et de la Santé de ne pas suspendre les professionnel.le.s non vacciné.e.s, ce qui accentue la pénurie de personnel dans les services. Il a uniquement autorisé le report de l'obligation vaccinale dans certains territoires d'Outre-mer.

#### **La CGT dénonce la pression actuelle faite aux salarié.e.s et les mesures contradictoires, discriminantes et dangereuses pour leur santé et celle des patient.e.s .**

Le samedi 4 décembre, des milliers de salarié.e.s et usag.è.r.e.s étaient dans la rue à l'appel de la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale et de 8 organisations pour dénoncer l'épuisement des personnels et le manque criant de professionnel.le.s dans les établissements, mais aussi les fermetures de lits et de services en pleine crise sanitaire, ainsi que le manque de moyens financiers alloués à notre système de santé, au PLFSS, à l'Hôpital public et aux établissements de Santé et d'Action Sociale .

Aujourd'hui, 7 décembre, c'est le secteur médico-social et social, lourdement touché et pénalisé par les inégalités suite au SÉCUR qui manifeste devant le ministère de la Santé.

Il est temps que le gouvernement entende les légitimes revendications que portent les professionnel.le.s pour améliorer l'exercice de leurs missions et la qualité de la prise en charge de la population.